

COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA

LETTRE D'UN DE SES MEMBRES : JASQUES ROLAND

LETTRE D'UN MEMBRE ALLEMAND S/ COMMISSION INT.

depuis 2 ans le DDPFRFA fait un travail intensif pour la défense des prisonniers de la fraction armée rouge en république fédérale.

la signification profonde de ce travail est l'expression d'une conscience de la stratégie d'extermination du gouvernement social démocrate ouest-allemand contre les prisonniers de la guérilla anti-impérialiste en rfa ; ce travail est encore l'expression d'une conscience de la fascisation en rfa et de la tentative de mise en place de ce "modèle" dans toute d'Europe et donc aussi ici, en Belgique.

Par notre travail et la sensibilisation qu'il suscite au sein de l'opinion publique en lui faisant prendre conscience de ce projet des "états-unis d'Europe" en permettant ainsi une ouverture pour une résistance unitaire au niveau ouest-européen contre ce projet, nous sommes évidemment gênés pour le gouvernement social-démocrates ouest-allemand et pour le gouvernement belge.

la tentative actuelle de démantèlement de notre comité est la démonstration de l'impossibilité pour le pouvoir de supporter une telle lutte et, en cela, nous affirmons que l'objectif réel et final du pouvoir est de briser, par tous les moyens la résistance anti-impérialiste dans les métropoles.

pour atteindre ce but, en ce qui concerne directement le cdprfa, nous ne citerons qu'un de ces moyens, suffisamment significatif de la stratégie du pouvoir. il s'agit, en l'occurrence, de ces 3 carnets de notes déposés à l'heure actuelle au greffe du tribunal de Bruxelles.

lesquelles notes, sont prises, pendant 2 ans, par un soi-disant voisin - ou d'un voisin effectif, à la solde de qui ? - résidant en face du local de travail occupé par les membres du comité.

lesquelles notes, reprennent heure par heure, jour par jour, les moindres faits et gestes des membres du comité.

dès lors, il est clair que la bsr (brigade spéciale de recherche - police politique de la gendarmerie) savent aussi exactement qui elle arrête au mois de septembre - cad : des gens qui, depuis au minimum 1 an c'étaient distancés du comité, de sa politique, mais qui représentaient encore au sein de la gauche, le travail de ce comité - la bsr sait aussi ce qu'ils peuvent en attendre : la collaboration quasi certaine de ces gens - cette collaboration ayant, de la part des autorités le but de dépolitiser et de désorienter la gauche. et leur objectif précis en cela, vise à discréditer totalement au sein de cette gauche le travail politique du comité.

mais à propos de cette collaboration, la fraction armée rouge avait dit déjà en 72 : " quiconque est intéressé au statu quo ne peut donner aucun renseignements sur les possibilités de changement de la société. c'est cependant la disposition particulière du traître d'être intéressé au statu quo, de vouloir retourner à sa place originelle dans la société de classes, de ne pas se sentir comme il faut dans un contexte transformé, de n'avoir d'identité que dans son milieu habituel, de vouloir rester un objet du développement historique (...) aussi longtemps que les traîtres pourront encore atterrir parmi les camarades, qu'ils n'en auront pas encore pris plein la gueule et qu'ils trouveront même encore de la compréhension pour le fait qu'ils détruisent l'existence des autres au nom de la reconstruction rapide de leur existence bourgeoise ; que, parce qu'ils ne peuvent supporter un jour de plus en taule, ils y feront entrer d'autres (...) et aussi longtemps que la collaboration avec la puissance armée du capital continuera d'être tolérée plutôt comme une différence de conception politique et que sera supporté invariablement, ce qui a déjà été pour ainsi dire condamné

depuis longtemps, tant que tout cela sera, il y aura d'autres trahisons. sans critiquer la largesse de vues au sein de l'extrême gauche, nous ne pouvons pas supprimer la trahison." (raf)

le contexte politique, ici en belgique, dans lequel s'inscrit la criminalisation du cdprfa est largement développé dans la lettre de jacques roland que je lirai ensuite.

la criminalisation du cdprfa vise, entre autre, à créer dans la gauche un climat d'échec et de défaite en tentant de faire la démonstration de 'l'impossibilité d'avoir encore une pratique et un développement de groupe dans une orientation politique précise. et là encore, cette politique du pouvoir fut également bien rodée par le gouvernement social-démocrate ouest-allemand lorsque, au-delà des massacres des combattants emprisonnés à stammheim, il vise à ce désarmement dans la gauche ouest-européenne et cette politique est poursuivie aujourd'hui par les assassinats en pleine rue de willy-peter stoll, de élisabeth von dijk et la tentative d'assassinat contre rolf eissler.

mais, de toute façon, si nous avons tenu à nous exprimer ce soir à ce meeting, cette prise de parole ne peut signifier, en aucun cas, un quelconque constat d'échec. notre présence à cette tribune se veut être l'affirmation de la continuité de l'existence du cdprfa à travers la continuité de son travail politique.

concrètement, cela signifie pour nous, poursuivre et atteindre la satisfaction des exigences politiques énoncées lors de la dernière grève de la faim qui fut menée durant 9 semaines par 100 prisonniers dans les prisons/bunkers de la rfa aux mois de avril, mai, juin 1979, ces revendications étant :

- . le respect des garanties minimales de la convention de genève de 1949 et de la charte internationale des droits de l'homme de l'onu de 1948 -
- . le rassemblement de tous les prisonniers en groupes d'au moins 15 prisonniers politiques capables d'interaction, tel que cela est exigé par tous les experts depuis de nombreuses années -
- . la fermeture des bunker d'isolation et la fin de toute isolation par petits groupes -
- . la suppression des vitres de séparation lors des visites et des visites libres -
- . la fin de toute censure sur le courrier, les journaux etc. -
- . la fin de toutes les "chicaneries" journalières (fouilles, brimades ...)

en cela, notre projet concrèt et immédiat est un soutien actif au travail fait en ce sens par le "commission internationale pour la protection des prisonniers politiques et contre la détention en isolation".

de plus, nous voulons nous efforcer de développer ou susciter des actions communes avec les groupes qui, dans d'autres pays ou régions en europe de l'ouest, participent aux aussi à la défense des prisonniers politiques.

le comité de défense des prisonniers politiques en rfa.  
brl 17.11.79